

PS H3 La difficile affirmation républicaine, années 1880-1890

bref tableau de la succession de régimes politiques de 1789 à 1870

Introduction : de 1789 à 1870 se sont succédés un grand nombre (3 monarchies constitutionnelles, 2 républiques éphémères, 2 empires) de régimes politiques en France. Le 4 septembre 1870, quand la république est proclamée, c'est déjà la 3^e tentative pour instaurer ce régime en France. Rares sont ceux qui lui prédisent un grand avenir. Pourtant, les républicains parviendront à faire adopter leur idéal politique par la majorité des français. Excepté pendant le régime de Vichy, les grands principes république ne sont plus remis en cause.

Problématique : comment dans les années 1880-1890, s'affirment un certain nombre de principes dont nous avons hérité jusqu'à nos jours ?

I La mise en place difficile d'un régime républicain

A/ La naissance difficile d'une démocratie....

La République est proclamée le 4 septembre 1870, après la défaite de l'empereur Napoléon III face aux Prussiens. Cette proclamation est cependant suivie d'une période troublée, la rep est menacée. En effet, la situation politique est marquée par le combat qui oppose les monarchistes et les républicains.

-Les élections de 1871 aboutissent à la victoire **des députés monarchistes** et cléricaux dont le souhait est le rétablissement de la monarchie.

-Le peuple parisien, opposé à la capitulation face aux Allemands et à la nouvelle assemblée se révolte et décrète **la Commune de Paris** en 1871. La Commune s'inspire des principes libertaires et instaure l'autogestion. Les **communards** tentent d'établir une véritable **démocratie sociale**. Les conservateurs **versaillais** les en empêchent en mai 1871 (massacres, exil au bagne). Certains rêvent même d'une restauration de la monarchie.

Démocratie sociale : démocratie où le droit des femmes, le droit au travail, à l'éducation, au logement et à l'éducation sont garantis.
Versaillais : Gouvernement de Thiers, ses partisans et ses troupes. Il s'agit souvent de conservateurs, de monarchistes et de ruraux.

Les monarchistes ont laissé la jeune république réprimer l'épisode de la Commune. Ils entendent bien rétablir un régime conservateur. Ils remplacent d'ailleurs à la tête de l'exécutif, **Adolphe Thiers** en 1873 par un des leurs, **Mac Mahon**. Certains espèrent bien **rétablir la monarchie**. Mais ils sont divisés entre **légitimistes** (comte de Chambord) et **orléanistes** (comte de Paris). Une partie des orléanistes se rallie à une république modérée. Finalement en 1875, **les lois constitutionnelles définissent la Troisième République**. **C'est une démocratie**. Le suffrage est universel mais masculin.

Les pouvoirs sont séparés. C'est également un régime parlementaire.

Légitimistes : royalistes considérant que seul un descendant direct des bourbons peut devenir roi.

Orléanistes : royalistes considérant que les successeurs de Louis-Philippe d'Orléans peuvent devenir roi.

Régime parlementaire : régime où le pouvoir législatif détenu en général par une assemblée (chambre, parlement) contrôle le pouvoir exécutif.

B. une république malmenée.

La IIIe rep est confrontée à une série de crises, dont l'affaire Dreyfus. Un jeune officier, de confession juive, est accusé d'espionnage. Jugé de manière expéditive, et accusé sans preuves, il est reconnu coupable par le tribunal militaire et envoyé au bagne. De 1894 à 1899, dans un contexte d'antisémitisme et de nationalisme virulents, la France se déchire. Une France cléricale et anti-dreyfusarde s'oppose à une France dreyfusarde en anticléricale. La victoire des seconds montre que les valeurs républicaines s'enracinent en France.

Elle est menacée par **l'extrême droite** comme le révèle la **crise Boulangiste** (du nom du général ministre de la guerre poussé par ses partisans à prendre le pouvoir par la force en 1889.), **l'affaire Dreyfus** (affaire d'espionnage qui devient nationale à partir de 1898 et qui divise la France entre partisans de Dreyfus, les **dreyfusards** et ses adversaires convaincus de sa culpabilité souvent par antisémitisme, les **antidreyfusards**) et la **tentative de coup d'Etat de Déroulède** en 1899. Mais à l'extrême gauche aussi, certains remettent en cause le système républicain dans lequel ils voient finalement l'expression de la domination de la bourgeoisie. Ainsi en 1893, Vaillant dynamite la chambre des députés. En 1894, l'anarchiste Caserio assassine le **président Sadi-Carnot**.

II ...n'empêche pas l'enracinement remarquable d'un certain nombre de principes

A. symboles et principes républicains

Tout au long de la IIIe rep sont mis en valeur **des symboles, qui sont aujourd'hui indissociables de la RF**. A partir de 1877, la figure de la Marianne entre dans les mairies et les écoles. La Marseillaise devient hymne national en 1879. En 1880, le 14 juillet devient fête nationale et à cette occasion la devise « liberté, égalité, fraternité » est installée sur le fronton des bâtiments officiels.

La république impose le **principe de séparation de l'église et de l'Etat**. Les lois Guizot (1833) puis Falloux (1850) ne faisaient qu'obliger les communes de plus de 500 habitants à financer le fonctionnement d'une école primaire de garçons puis de filles. Les lois Ferry en revanche rendent désormais l'école gratuite (06-1881), **laïque** (07-1881), et obligatoire (03-1882). La demande de matériel pédagogique devient donc forte. Dans certains cas, ce sont les communes qui fournissent les manuels. Cette demande est en grande partie satisfaite par la maison Larousse dirigée alors par le gersois Claude Augé. Son "Cours de Grammaire", est publié à des millions d'exemplaires entre 1890 et 1895. Ces efforts en matière d'instruction sont récompensés par une baisse de la proportion d'illettrés. Celle-ci se stabilise autour de 4% d'une classe d'âge au début du siècle. L'école devient donc très vite un enjeu de ce processus de **sécularisation** complété par la **loi de 1905, dite de séparation de l'Eglise et de l'Etat**. Par cette loi, l'Etat reconnaît la liberté de conscience et garantit la liberté de culte mais ne reconnaît et ne subventionne aucune religion.

Sécularisation : processus par lequel l'église est moins présente dans la société et dans les institutions.

B. Auxquels les Français adhèrent progressivement

D'abord hostiles à la République, les catholiques adhèrent progressivement et non sans à-coups à ce régime. Les mesures auraient dû aliéner définitivement les catholiques à la République. Mais finalement, ils adhèrent à ce régime. Le Cardinal Lavigerie en 1890 puis le pape Léon XIII en 1892, demandent le **ralliement** des catholiques français à la République. Mais tous ne suivent pas cet appel comme en témoigne la **crise des Inventaires** (1906-1907) qui suit la **loi de Séparation**.

Conclusion : C'est donc une république démocratique et laïque qui s'est imposée non sans mal depuis les années 1880. En dépit des changements de constitution, la plupart des principes affirmés par la troisième république demeurent comme des socles de notre société.